

LETTRE OUVERTE
à MONSIEUR LE PREFET et à MONSIEUR L'INSPECTEUR d'ACADEMIE

SOYEZ à L'ECOUTE des PARENTS, des ENSEIGNANTS, des ELEVES !

Alors que l'indignation s'exprime dans bon nombre d'établissements et que les actions se multiplient, vous répondez à cette mobilisation emplie de colère par un profond mépris sous couvert de la nécessité d'appliquer la volonté ministérielle qui restreint les moyens de l'Education Nationale!

Nombre de Conseils d'administration refusent d'accepter la dotation horaire qui leur est allouée et s'offusquent des suppressions de postes et des dégradations qu'elles entraînent pour les élèves (*suppressions d'options, regroupements de séries, classes surchargées, suppressions des moyens d'aide aux élèves en difficulté*) et pour les enseignants (*aggravation de la charge de travail pour compenser la suppression des postes de leurs collègues*).

Vous tentez donc de maquiller l'étendue des suppressions en modifiant, sans aucune concertation, les critères de répartition des dotations, en aggravant au passage les inégalités sociales, en imposant des suppressions de postes supplémentaires après la tenue des instances réglementaires de concertation et en faisant fi du refus des heures supplémentaires en dehors de celles que les enseignants ne peuvent statutairement refuser.

Le dialogue social est mis à mal pour la deuxième année consécutive, de façon encore plus criante cette année :

- Les chefs d'établissement ont été invités à renvoyer leur structure 2008/2009 avant même la tenue des conseils d'administration censés les adopter.
- Dans les écoles maternelles et élémentaires, la carte scolaire, habituellement connue en janvier/février ne sera dévoilée que le lendemain du deuxième tour des élections municipales.
- Les documents préparatoires aux instances réglementaires de concertation sont réduits au minimum et ne sont pas donnés dans des délais permettant de les étudier correctement.

Une quarantaine d'établissements en action a été reçue à l'Inspection Académique : les délégations de parents et d'enseignants sont ressorties de ces audiences en ayant le sentiment d'avoir été profondément méprisées.

Votre seule réponse jusqu'à présent a été « rigueur budgétaire et réduction du nombre de fonctionnaires » agrémentée par l'envoi de policiers pour s'opposer à des parents d'élèves décidés à bloquer l'accès à un collège de Mantes la Ville qui se bat pour une dotation correcte.

Les organisations départementales FSU – SNES – SNEP – SNUIPP – SGEN CFDT – UNSA-EDUCATION – SE UNSA et FCPE vous demandent, Monsieur le Préfet et Monsieur l'Inspecteur d'Académie, de prendre enfin en considération l'étendue du mécontentement et de répondre aux besoins pédagogiques exprimés par les parents et les enseignants.

14 mars 2008